

Rwanda : À quoi tient cette si violente exception française ?

SECOURS DE FRANCE – M^{me} Judi Rever, pourquoi ne s'est-il trouvé en France que quelques rares professionnels de l'information pour rendre compte d'un ouvrage aussi documenté et élaboré et pourquoi celui-ci suscite-t-il une omerta médiatique quasi-générale et le rejet de tout examen, même sous bénéfice d'inventaire ?

Judi Rever – L'omerta s'inscrit dans la problématique de la propagande et de l'appropriation des connaissances (par les chercheurs, défenseurs des droits de l'homme) qui a commencé même avant le génocide, mais surtout après juillet 1994. La diffusion de cette information a été contrôlée/dirigée par les vainqueurs, le FPR. Les cadres du FPR avaient tissé les liens importants avec les "influenceurs" politiques et intellectuels en occident à partir de 1990, et même auparavant (Survie, Carbonare, FIDH et autres). Le problème systémique de la collecte des informations est le fait, surtout, des journalistes occidentaux. Cette approche est malheureusement effectuée à partir du sommet ("top-down"). Le gouvernement vainqueur est la "voix légitime", avec celle des institutions qui soutiennent le vainqueur, et les victimes sont celles que le vainqueur propose et contrôle. Telles sont "les sources". Si la collecte des informations avait été réalisée à partir de la base ("Bottom-up"), auprès des victimes que le FPR n'a pas pu contrôler (qui ont fui, par exemple), l'histoire transmise au public aurait été tout autre.

- Le récit officiel a été créé dans un climat de terreur : le FPR a pu harceler, corrompre, réduire au silence, kidnapper, emprisonner ou intimider tous les Rwandais – ou presque – qui auraient pu dénoncer ses crimes et démythifier la thèse imposée.

- La diabolisation des Hutus est le fruit d'une propagande qui dénie à tout membre de cette ethnie la qualité de

Un entretien avec Judi Rever



témoin digne de confiance ; ce que je considère comme un détournement cognitif. Dans l'imaginaire occidental, il y a deux catégories de victimes au Rwanda – celles qui sont honorables et celles qui sont indignes d'être entendues.

- J'ajouterais que la plupart des médias et des chercheurs "mainstream" n'ont pas la formation voulue pour traiter de tels sujets et que les observateurs compétents, comme ces experts qui connaissent la réalité des faits historiques ont, avant tout, le souci de leur carrière ce qui les conduit à ne pas prendre de risque dans un dossier aussi polémique.

- Il faut admettre qu'il est très difficile pour les journalistes, les chercheurs et les ONG, en particulier, en présence d'un génocide qui est le crime des crimes, d'oser remettre en cause la version officielle et, a fortiori, d'admettre des voix critiques ; des voix qui, comme la mienne, prouvent qu'à côté du génocide des Tutsis, que je reconnais sans contestation aucune, il y a eu des horreurs commises à grande échelle, par le FPR, voire un autre génocide. Pour les personnes ou les organismes concernés, qui ont été depuis plus de 25 ans les propagateurs constants de la "vérité officielle", reconnaître de telles fautes déontologiques n'est pas supportable...

- Je rappelle que cette histoire a été écrite, en grande partie, par un tribunal international contrôlé par Kigali et leur sponsor, les États-Unis d'Amérique, à des fins géopolitiques.

Voilà donc, pourquoi mon travail est considéré, tout particulièrement en France, comme une falsification de l'Histoire. Comme d'autres chercheurs étrangers, je me pose d'ailleurs la question : à quoi tient, dans ce dossier, cette si violente exception française ?



► Rwanda

S.d.F – Votre livre remet-il en cause une vérité qui a force de loi depuis 30 ans – “Paul Kagamé est une victime et un héros” – et rend-il inopérant le caractère manichéen du raisonnement occidental : le camp du bien l’a emporté sur le camp du mal ?

J.R. – Oui ; mon livre remet en cause bien des idées reçues.

S.d.F – Thèse plus réaliste, Kagamé assure-t-il, enfin, l’ordre dans cette zone de l’Afrique centrale en proie depuis la décolonisation aux conflits ethniques et aux impérialismes de toutes origines, la paix civile justifiant quelques entorses aux Droits de l’Homme... ?

J.R. – Les leaders politiques et militaires au niveau mondial, ainsi que les avocats internationaux, ont toujours prôné cette thèse qui n’est absolument pas fondée. Mais les personnes plus lucides avouent que ce semblant de vérité est très important pour poursuivre des objectifs géopolitiques.

S.d.F – Dans le même ordre d’idée : le Rwanda aurait, certes, son importance, mais la véritable vocation de l’action du gouvernement de M. Kagamé ne serait-elle pas d’assurer la sécurité chez le grand voisin de la RDC dont les richesses minières sont stratégiques, c’est-à-dire indispensables au développement technologique – donc économique – des grandes puissances intéressées. En un mot : Kagamé est-il le bras armé de l’Occident dans cette zone ?

J.R. – C’est exact. Cela a toujours été le but des décideurs politiques et économiques puissants. Quand Mobutu est devenu un fardeau pour les intérêts occidentaux qui voulaient atténuer l’influence islamiste sur le continent (coup d’Etat Omar el Bashir au Soudan en 89), et qu’il est apparu imprévisible, eu égard à l’accaparement de ressources dans le cœur d’Afrique (le niveau de production de cuivre et cobalt avait chuté de manière importante dès le début 1990...), il fallait envisager un changement de régime. Kagamé l’a facilité.

S.d.F – Est-ce en considération de cette “réalpolitique”, qu’Emmanuel Macron, après Nicolas Sarkozy, a soutenu sans réserve le dictateur rwandais qui ne cesse de dénoncer le rôle de l’armée française, dans ce pays, même au cours de l’opération Turquoise, sous mandat de l’ONU, en 1994... ?

J.R. – Emmanuel Macron, comme Nicolas Sarkozy avant lui, n’hésite pas à sacrifier la réputation historique de



son armée pour bénéficier des opportunités économiques en Afrique. La France partage les mêmes intérêts que les États-Unis. Il n’y a plus de rivalité franco-anglo-saxonne sur le continent africain ; regardez ce qu’ils font ensemble dans le Sahel pour “lutter” contre le terrorisme et assurer la production d’uranium et des terres rares qui sont nécessaires aux industries électroniques et aéronautiques. Le terrain de jeu géopolitique s’élargit. Le Rwanda est utile comme proxy dans la guerre contre le terrorisme. Ses Casques Bleus sont déployés au Mali, en Centrafrique et au Soudan. Ces pays sont riches en minerais,

gaz naturel et pétrole.

S.d.F – Pourquoi bon nombre des associations européennes, américaines et françaises, gardiennes vigilantes des Droits de l’homme, et les médias qui les soutiennent, traitent-elles de “négationniste,” toute personnalité occidentale ou africaine qui contredirait la thèse univoque de M. Kagamé ?

J.R. – C’est une façon simple et grossière de tenter de me faire taire, d’empêcher toute voix discordante et de me discréditer... avant même que mon travail soit réellement examiné.

S.d.F – S’agit-il d’une outrance de langage destinée à déconsidérer définitivement les esprits rebelles à l’unanimité officielle sur le génocide rwandais, ses origines, son déroulement et ses conséquences ?

J.R. – Oui, aussi. En effet, depuis 1994 des rapports officiels de l’ONU, d’ONG telles HRW, Amnesty, des travaux d’universitaires et des enquêtes journalistiques sont à même de remettre largement en cause l’histoire officielle.

J’ai souvent été accusée par les relais de Kigali et même par des chercheurs de ne pas étayer mes analyses par des documents officiels. Avec l’aide du journaliste Benedict Moran, nous avons mis en ligne, fin novembre dernier, 31 documents officiels provenant du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) qui démontrent, de manière irréfutable, que je détiens les preuves de ce que j’affirme dans mon ouvrage : vous les trouverez à l’adresse internet suivante : <https://img.co.za/africa/2020-11-29-exclusive-top-secret-testimonies-implicate-rwandas-president-in-war-crimes/>

Je note avec une certaine satisfaction que cette mise en ligne de documents très importants démontrant les crimes du FPR a été accueillie par un silence complet de la part de mes détracteurs. Au moins, puis-je remercier le Secours de France pour l’intérêt qu’il porte à mes travaux... ■

Propos recueillis par Patrice Boissy

